

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 142 (1997)
Heft: 5

Artikel: La Pologne, la République tchèque et la Hongrie... : ... des favoris pour l'élargissement de l'OTAN à l'Est
Autor: Enderlin, Serge
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-345766>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 30.06.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La Pologne, la République tchèque et la Hongrie...

... des favoris pour l'élargissement de l'OTAN à l'Est

Par Serge Enderlin ¹

Le 7 juillet prochain, l'Alliance atlantique annoncera, lors d'un sommet spécial à Madrid, les noms des premiers pays de l'Est admis dans l'OTAN, mettant fin à un suspense de plusieurs mois. Douze Etats de la région ont déposé une demande d'adhésion. Selon toute probabilité, les élus ne seront que trois : Pologne, République tchèque et Hongrie. La Slovaquie et la Roumanie gardent cependant quelques chances. Panorama des candidats et de leur position géostratégique.

L'élargissement de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord à plusieurs pays de l'ancien Pacte de Varsovie promet d'être la grande affaire diplomatique de 1997. Les rencontres au sommet se multiplient pour clarifier cet épineux dossier, chacun en profitant pour plaider sa cause. Les Etats-Unis veulent pousser leur avantage pendant qu'il en est encore temps, avant qu'un éventuel successeur de Boris Eltsine (par exemple le général Alexandre Lebed) ne rende la Russie encore plus hostile. De son côté, la France entend profiter du marchandage global pour défendre ses intérêts particuliers. Et même la Turquie vient d'entrer dans la danse, qui menace d'un veto l'élargissement de l'Alliance, si elle n'obtient pas rapidement une promesse d'intégration dans l'Union européenne.

Alors que continuent les tractations tous azimuts, la seule chose qui soit déjà acquise, c'est qu'aucune arme nucléaire ni troupes étrangères ne devraient être déployées sur le territoire des futurs Etats membres de l'Alliance, comme l'a confirmé à plusieurs reprises le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana. La question essentielle (qui sera admis ?) doit être tranchée à Madrid, les 7 et 8 juillet 1997, à l'occasion d'une conférence au sommet réunissant les seize membres de l'Alliance atlantique et les représentants des pays candidats.

La date d'adhésion est presque connue d'avance : ce sera très probablement le 4 avril 1999, date symbolique, puisqu'elle coïncide avec le cinquantième anniversaire de la signature du Pacte atlantique à Washington. Quant aux noms

des futurs membres, la Pologne, la République tchèque et la Hongrie partent très largement favorites : elles devraient faire partie de la première vague d'élargissement. On aurait dû, en toute logique, ajouter à ces trois pays la Slovaquie, si elle n'avait, au cours des derniers mois, suscité si souvent l'agacement chez les responsables occidentaux, en raison du cours plutôt tortueux de sa démocratie. La Slovaquie et la Roumanie gardent leurs chances. Tous les autres devront patienter encore un peu, avant une hypothétique « seconde vague » d'élargissement.

L'opposition de Moscou

Aux Etats-Unis (principaux concernés, puisque l'OTAN – c'est un euphémisme – est sous forte obé-

¹ Journaliste indépendant à Prague ; collabore à Libération, au Nouveau Quotidien, à L'Hebdo et à Radio Suisse Internationale.

ZENTRALEUROPA



dience américaine), il existe aujourd'hui deux écoles. Celle des impatients, pour qui l'attentisme face au niet russe a assez duré, et celle des sceptiques, qui pensent au contraire que la réaction viscérale de rejet suscitée à Moscou par ce dossier ne peut qu'exacerber la résurgence de l'impérialisme panrusse et qu'il vaudrait mieux, en fin de compte, ne rien élargir du tout. Ils se demandent si l'extension de l'Alliance à l'Est vaut le risque d'une nouvelle guerre froide avec la Russie.

Moscou, au fur et à mesure que l'on se rapproche de l'échéance, ne cesse de faire monter les enchères

en échange de son consentement. Les consultations et les multiples propositions de la nouvelle secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright, dans la capitale russe fin février, ainsi que les tractations progressives depuis janvier entre Javier Solana (le secrétaire général de l'OTAN) et Evgueni Primakov, le peu commode patron de la diplomatie russe, n'ont pas atténué l'opposition du Kremlin à l'« expansionnisme » de l'Alliance atlantique. Si le climat des négociations s'est quelque peu détendu, Moscou reste figée sur ses positions. Apparatichik, peu souriant et encore moins maniable, formé à la rude école de la

guerre froide, le ministre russe des Affaires étrangères, Evgueni Primakov, incarne la méfiance atavique des cadres de la diplomatie ex-soviétique face à l'OTAN, ce « produit de la guerre froide » inadapté, d'après Moscou, à la sécurité de l'Europe post-communiste. Il sera difficile, si ce n'est impossible de faire « avaler la pilule » de l'élargissement à l'administration russe.

Pourtant Washington et ses alliés multiplient les propositions et les concessions. Dans le cadre de la révision du traité CFE (forces conventionnelles en Europe) actuellement en négociation à Vienne, l'OTAN

propose par exemple d'abaisser les plafonds d'armement pays par pays, notamment pour la Pologne, la Hongrie et la République tchèque, les trois probables futurs membres de l'Alliance. « Cela devrait contribuer à supprimer l'impression de menace que la Russie ressent de la part de l'OTAN », a expliqué Madeleine Albright. Mieux, l'Alliance propose même une réduction « asymétrique » des arsenaux qui bénéficierait à la Russie, en lui permettant notamment de renforcer ses flancs sud (Caucase) et nord-ouest (région militaire de Saint-Petersbourg).

Le cœur du problème, c'est cependant l'élaboration d'un texte définissant des « relations spéciales » entre l'OTAN et la Russie. Les Russes exigent toujours que ce document soit un traité au caractère légalement contraignant et qu'il soit ratifié par les parlements des seize pays membres de l'Alliance. Outre la forme du document, le Kremlin aimerait voir figurer dans ce texte un engagement des Alliés à ne « jamais déployer d'armes nucléaires, de troupes étrangères et d'infrastructures sur le sol des nouveaux adhérents ». L'Alliance, pour ne pas se lier les mains, ne veut qu'assurer, pour les deux premières demandes, qu'elle n'en a « ni le besoin, ni l'intention », dans l'immédiat. Par contre, en ce qui concerne les infrastructures (bases militaires), il semble difficile aux stratégies de l'OTAN de devoir re-

noncer définitivement à installer chez les nouveaux membres des radars de détection aérienne et des systèmes de communications compatibles, sauf à faire de ces pays des alliés au rabais.

Côté occidental, on privilégie de toute manière une « déclaration politique » plus souple, sous la forme d'une charte OTAN-Russie, qui donnerait à Moscou un droit de consultation dans les affaires de l'Alliance, mais en aucun cas un droit de veto sur l'élargissement.

Les chances de réussite d'un accord global avant juillet sont donc minces, même si certaines rumeurs insistantes indiquent que ladite charte entre Russes et OTAN sera paraphée le 27 mai prochain à Paris. En fait, il n'existe aucune raison objective de penser que le Kremlin va assouplir ses positions, alors que 150 millions de citoyens russes

perçoivent l'élargissement de l'Alliance atlantique en direction de leurs frontières comme un véritable acte d'agression militaire. Ce n'est pas nouveau, le sentiment national russe est marqué, depuis des siècles, par de fréquentes poussées de paranoïa, dont les symptômes se caractérisent par une angoisse de l'encerclement et une peur panique d'être éloigné de l'Europe. Ainsi, la décision, fin février, du gouvernement intérimaire au pouvoir en Bulgarie (considérée à juste titre comme le pays le plus russophile d'Europe de l'Est) de demander son adhésion à l'OTAN a été perçue à Moscou comme une véritable trahison.

Autre signe de la fébrilité qui règne dans la capitale russe, certains députés « rouges-bruns » de la Douma, autour du parti d'extrême-droite nationaliste de Vladimir Jirinovski et des communistes de Guennadi



Exercice « Cooperative Bridge » (septembre 1994 en Pologne). Photo : OTAN.

Ziouganov, sont convaincus que l'Ukraine mène actuellement des négociations secrètes avec les Américains dans le but de céder en leasing la base navale de Sébastopol à la 7^e Flotte de l'U. S. Navy, en échange d'une entrée rapide de Kiev dans l'Alliance atlantique !

Quand l'on connaît la place mythique qu'occupe ce port de Crimée, fondé par la Grande Catherine, dans l'inconscient collectif russe, on comprend mieux à quelles dérives peut mener la charge émotionnelle que contient le dossier de l'élargissement de l'OTAN.

Si l'on parle très souvent de l'opposition de facto du Kremlin aux projets d'extension de l'organisation atlantique, même « défensive », à certains Etats d'Europe centrale et orientale, il est aussi impératif de préciser que la situation de ces pays face à l'Alliance n'est pas uniforme. De la Baltique à la mer Noire, ils sont douze à avoir proclamé leur désir d'adhérer. Revue d'effectifs des candidats...

Les trois favoris

La Pologne

Varsovie fera partie de la première vague d'élargissement, en avril 1999, avec Prague et Budapest. De tous les pays de la région, la Pologne est sans conteste celui où les enjeux géostratégiques sont les plus importants, ce qui s'explique par plusieurs facteurs. D'abord par la taille du pays



Le général Lebed.

(312 000 km², le plus grand de toute la zone, en dehors de la Russie et de l'Ukraine). Par sa configuration, à savoir un relief sans aspérités particulières et sans défenses naturelles : la Pologne est traversée de part en part par la grande plaine du nord de l'Europe, un « dégagement » qui a parfois été surnommé le « boulevard à invasions ». Enfin et surtout par son voisinage oriental.

Historiquement coïncée, pour son plus grand malheur, entre l'Allemagne et la Russie, la Pologne commande l'accès au littoral de la mer Baltique, ce lac intérieur que les Russes ont souvent dominé par le passé. A l'Est, la Pologne partage sa frontière avec l'instable et imprévisible Biélorussie de l'autoritaire président Loukachenko, avec l'Ukraine et avec la petite Lituanie. Plus sensible encore, Varsovie est voisine de l'enclave russe de Kali-

ningrad, l'ex-Prusse orientale conquise par les Soviétiques à la fin la Seconde Guerre mondiale.

Or depuis la reconnaissance internationale de l'indépendance des pays baltes en 1991 et le retrait complet des troupes russes qui a suivi, l'enclave possède le seul et dernier port militaire russe (Baltiysk) sur la Baltique à ne pas être pris par les glaces durant l'hiver, contrairement à la base navale de Cronstadt, située à quelques encablures au large de Saint-Petersbourg. Pour Moscou, après la perte de son empire, le territoire de Kaliningrad est un avant-poste, fortement militarisé, qu'elle ne lâcherait sous aucun prétexte. Elle y a concentré quelques-unes de ses meilleures divisions d'élite, des sous-marins nucléaires et des missiles stratégiques SS-24. On ne connaît pas les chiffres précis (nombre de divisions, nombre de têtes nucléaires, nombre de bâtiments de la flotte), mais « Kaliningrad est aujourd'hui un arsenal, un véritable bunker », concède un attaché de défense occidental à Prague.

L'hostilité de la classe politique russe, toutes tendances confondues, à l'élargissement de l'Alliance peut se résumer par le seul enjeu de Kaliningrad : avec une Pologne membre de l'OTAN, des soldats alliés déployés par exemple dans la région de Gdansk ne se trouveraient qu'à une cinquantaine de kilomètres des premières lignes rus-

ses... On comprend mieux pourquoi il est impensable aux yeux des Russes que l'OTAN avance ses pions dans leur direction.

La République tchèque

L'adhésion de Prague, via la première vague d'élargissement, ne fait aucun doute non plus.

Comme la Pologne et la Hongrie, le pays est très avancé sur la voie des réformes économiques ; la démocratie et ses règles y sont acquises, sans compter que la République tchèque n'a aucun problème de minorités ethniques sur son sol. Stratégiquement, le voisin oriental le plus « délicat » de Prague est la Slovaquie, l'autre moitié de l'ancienne Tchécoslovaquie. Pas de quoi fouetter un chat !

Très ancrée à l'Ouest de par sa situation géographi-

que, Prague a longtemps cru qu'elle pourrait entrer en tête, bien avant les autres, dans l'OTAN. Les responsables de l'Alliance lui ont fait savoir que, même première de la classe, une coopération accrue avec les deux autres élèves modèles (Pologne, Hongrie) était souhaitable. Ainsi, Tchèques et Polonais ont récemment conclu plusieurs accords militaires portant sur l'étude et l'évaluation conjointes (avant achat) de matériels de transmissions « OTAN-compatibles » et de chasseurs occidentaux. Sont en compétition le *F-16*, le *F-18*, le *Saab-Gripen JAS 39* et le *Mirage 2000/5*.

La Hongrie

La situation de Budapest est à peu de choses près comparable à celle de la République tchèque. A l'Est, c'est la courte frontière avec l'Ukraine qui est la plus sensible, mais les relations entre Budapest et Kiev

sont au beau fixe, les deux pays collaborent intensivement dans le cadre du Partenariat pour la Paix (PPP). Par contre au Sud, du côté de la grande plaine de Pannonie, la Hongrie touche la Croatie, y compris le territoire de Slavonie orientale, disputé par les Serbes ; elle touche également la Yougoslavie (Voïvodine).

Une Hongrie membre de l'OTAN serait donc une tête de pont idéale pour « surveiller » les Balkans, un rôle qu'elle expérimente déjà depuis décembre 1995. C'est en effet à Taszar et à Temesvar (sud du pays) que l'armée US a établi des bases d'appui logistique pour ses troupes déployées en Bosnie, dans le cadre des forces de maintien de la paix (IFOR en 1996, puis SFOR cette année). Ces bases américaines sont les toutes premières à être installées sur le territoire d'un ancien pays membre du Pacte de Varsovie.

Seul léger bémol, la question posée par les minorités hongroises vivant en Slovaquie et en Roumanie. En suspens jusqu'à très récemment, le sujet a été réglé définitivement par des traités bilatéraux signés, d'une part, entre Budapest et Bratislava en 1995, Budapest et Bucarest, d'autre part, le 16 septembre 1996.

Les deux « possibles »

La Slovanie

Parfois surnommée « la Suisse des Balkans » en rai-



L'Armée Rouge, désormais partenaire de l'OTAN ? (Photo : Fernand Domange).

son de la similitude des paysages et de l'âpreté au gain de ses habitants, la plus septentrionale des ex-républiques yougoslaves est aussi la nation la plus prospère de toute l'ancienne Europe communiste. Son adhésion à l'OTAN (qui bénéficie du fort soutien de la diplomatie transalpine) ne poserait aucun problème particulier et serait perçue comme un prolongement naturel de l'Alliance sur l'Adriatique, à proximité immédiate de l'Italie. Le voisin le plus « dangereux » de Ljubljana est la Croatie, qui cherche également à forcer les portes du club atlantique. Cependant, une adhésion de Zagreb, pour des raisons bien compréhensibles (la zone des Balkans est considérée comme encore beaucoup trop instable), est exclue pour un certain temps encore, tout comme le sont celles de l'Albanie, au bord de la guerre civile, et de la Macédoine, également candidates.

La Roumanie

C'est la grande surprise de l'automne-hiver 1996-1997 : en congédiant définitivement par les urnes le président Ion Iliescu et sa clique d'ex-apparatchiks communistes agrippés au pouvoir depuis la vraie-fausse révolution de décembre 1989, Bucarest a fait, le 17 novembre 1996, un grand pas dans la bonne direction. Les victoires conjuguées d'Emil Constantinescu à la présidentielle et de sa mouvance chrétien-



Un pont vers le XXI^e siècle : Tels sont les propos de Bill Clinton pour son deuxième mandat à la présidence des Etats-Unis.

ne-démocrate au parlement ont en effet séduit les Occidentaux. Longtemps considérée comme un cancre de la classe post-communiste à l'Est, la Roumanie fait depuis lors un retour en force remarqué dans le groupe des candidats virtuels auxquels l'OTAN pourrait adresser, à Madrid, une invitation à négocier. Ce qui ne veut pas forcément dire que Bucarest entrera de plain-pied dans l'Alliance à la même heure que les super-favoris polonais, tchèque et hongrois.

Dans la capitale roumaine, les hauts gradés de l'OTAN, principalement des Américains et des Canadiens, se bousculent à l'hôtel Majestic, leur point de chute favori, et n'hésitent pas à dire, sur le ton de la confiance, que « de tous

les pays d'Europe de l'Est, la Roumanie est la plus active dans le programme du Partenariat pour la Paix, un très bel argument en sa faveur. De plus, c'est désormais un civil qui dirige le ministère de la Défense, et la réforme du commandement de l'armée est très bien engagée. L'inter-opérabilité entre les forces roumaines et les nôtres n'est pas si éloignée. Reste la question du matériel militaire, où le retard est important. Mais elle n'est pas prioritaire ».

La Roumanie peut compter sur le ferme soutien de Paris – Jacques Chirac était à Bucarest, le 21 février dernier en visite d'Etat – qui verrait d'un très bon œil l'adhésion d'un allié latin à l'Est, au moment où le projet d'extension de l'OTAN se traduit, partout ailleurs

en Europe centrale, par une américanophilie si débordante qu'elle en devient presque gênante.

Stratégiquement, l'inclusion de la Roumanie, ajoutée à celle (éventuellement) de la Slovénie et (surtout) de la Hongrie, formerait une chaîne de nouveaux Etats membres qui aurait l'avantage de renouveler la théorie du « containment », en ceinturant complètement l'espace balkanique agité, tout en offrant à l'OTAN un débouché supplémentaire sur la mer Noire, après celui de la Turquie, l'un des 16 membres actuels de l'Alliance.

Reste un point important à régler : il existe toujours un différend frontalier entre la Roumanie et l'Ukraine au sujet de la Bucovine du Nord, petit territoire annexé par l'URSS en 1941. Or il existe une pré-condition absolue avant une adhésion : l'OTAN exige des candidats une résolution de tous leurs conflits latents, qu'il s'agisse de questions de minorités ethniques sur leurs propre territoire ou de différends frontaliers avec un ou plusieurs voisins. Conscient de ce léger handicap, les diplomates roumains mettent les bouchées doubles, comme en témoigne les fréquents déplacements à Kiev du nouveau ministre des Affaires étrangères, Adrian Severin. En toute logique, cette embellie des relations entre les deux Etats devrait se traduire par la signature d'un traité, juste à l'heure, c'est-à-dire avant le sommet de Madrid.

Les exclus de la première vague

La Slovaquie

« La Slovaquie ne fait décidément rien comme les autres dans la région. Tant que Vladimir Meciar restera aux affaires, il faut l'exclure de la liste. Il ne serait pas étonnant que les responsables de l'Alliance la sanctionnent en l'écartant de la « première vague ». Ce serait un message très fort qui inciterait les autorités slovaques à se plier aux règles les plus élémentaires de la bonne conduite démocratique. Tout reste pourtant possible : les prochaines élections législatives auront lieu en septembre 1998 », explique Stephen Heintz, directeur du East-West Studies Institute de Prague, un think tank financé par des fondations américaines.

Si la Roumanie est la surprise positive, la Slovaquie est la réponse négative. Longtemps associée automatiquement à ses voisins du Groupe de Visegrad (Pologne, République tchèque, Hongrie, Slovénie) dans leur effort commun de rejoindre les structures euro-atlantiques, Bratislava a dérivé, au point de s'auto-exclure du peloton de tête.

Autoritaire, nationaliste, brouillon, fort en gueule, susceptible, le premier ministre Meciar a fini, à l'instar de son comparse biélorusse Loukachenko, par se mettre à dos l'ensemble des chancelleries occidentales. « Il a aussi commis

l'erreur, ajoute Stephen Heintz, de penser que l'OTAN avait davantage besoin des Slovaques que lui-même avait besoin de l'Alliance ».

Un repêchage de dernière minute de Bratislava est concevable, mais bien improbable. En effet, vexé par ce qu'il perçoit comme une vaste « conspiration anti-slovaque », Meciar se tourne résolument depuis quelques semaines vers la Russie, en multipliant les accords d'échange de matériel militaire. Ainsi, selon des révélations de la chaîne de télévision pragoise TV Nova, Bratislava s'intéresserait à une version améliorée du missile SCUD !

Quoi qu'il en soit, l'affaire slovaque n'arrange personne : d'un élargissement de l'OTAN sans la Slovaquie, il résulterait une carte de la nouvelle Europe avec, en son centre, un trou supplémentaire. Dernièrement, le gouvernement a pourtant engagé un forcing diplomatique à l'Ouest en vue d'améliorer son image écorchée. Comme les visiteurs étrangers de prestige se font rares à Bratislava, c'est le premier ministre Vladimir Meciar lui-même qui a dû faire ses valises, pour Paris d'abord, où il s'est rendu fin mars, avant une « hypothétique visite de haut niveau » en Allemagne.

Les trois pays baltes

L'ex-ministre de la Défense américain, William Perry, l'a répété à plusieurs re-

prises cet hiver, il n'est pas question d'inclure la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie dans la première vague. D'ailleurs faut-il vraiment songer à leur entrée dans l'Alliance ? Une adhésion des Baltes à l'OTAN humilierait tellement la Russie que les Occidentaux préféreraient ne pas prendre ce risque.

Comme lot de consolation, ils proposeront un Partenariat pour la Paix amélioré, qui contient de vagues promesses de collaboration intensive, c'est-à-dire, note un diplomate du ministère tchèque des Affaires étrangères, « l'assurance que jamais un soldat américain ne mourra pour Riga ». Mieux, Bill Clinton insiste auprès des Européens pour qu'ils fassent rapidement adhérer les trois pays baltes à l'Union européenne, afin de ne pas laisser le désespoir les gagner ! Une solution de rechange peu appréciée à Bruxelles et à Paris.

Valdis Krastins, ambassadeur letton en République tchèque, insiste sur ce nouvel « abandon » des Baltes. Pour lui, « le maintien des Baltes dans la zone grise, leur exclusion de l'OTAN signifie que l'on donne ainsi de fait, un droit de veto à la Russie ». Justement ce que l'on cherche à éviter.

La Bulgarie

Sofia était jusqu'à très récemment l'une des seules anciennes alliées de l'URSS à avoir clairement annoncé qu'elle n'était pas candidate à une entrée dans l'OTAN. Une position somme toute assez cohérente, puisque ce pays fut longtemps si proche de Moscou qu'on le surnomma « la seizième république ».

Pourtant, après la terrible crise économique du début de l'année, le gouvernement socialiste (ex-com-

muniste) du jeune apparatchik Jan Videnov a dû rendre son tablier face à la pression de la rue. Une équipe intérimaire de techniciens a été nommée, qui doit mener la Bulgarie aux élections législatives anticipées du 19 avril 1997. Dirigé par l'ancien maire de Sofia, Stefan Sofianskyi, ce gouvernement temporaire a surpris tout le monde, fin février, en annonçant qu'il faisait, lui aussi, acte de candidature à l'OTAN, soulignant l'avantage stratégique que l'Alliance aurait à inclure un Etat supplémentaire au sud-est de l'Europe, de surcroît riverain de la mer Noire. Cependant, le délabrement du pays, sans parler de l'état de ses finances, interdit tout espoir de rejoindre rapidement le club occidental. Au moins la volonté symbolique de « s'occidentaliser » a-t-elle été proclamée.

S. E.

Piles électriques • Condensateurs • Accumulateurs • Redresseurs
Batterien • Kondensatoren • Akkumulatoren • Gleichrichter



1401 Yverdon-les-Bains